

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > A Gauche (Europe) > GACE, rencontres européennes (Europe) > **Septième Conférence de Paris de la Gauche anticapitaliste européenne**

# Septième Conférence de Paris de la Gauche anticapitaliste européenne

GACE : « Une autre gauche européenne est nécessaire ! »

lundi 8 mai 2006, par [DUVAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2003).

**Les 10 et 11 novembre, la septième Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne s'est tenue à Paris. Son principal enjeu : la constitution d'une nouvelle force anticapitaliste, à l'échelle européenne.**

« Une autre Europe est possible. Une autre gauche européenne est nécessaire. » : voilà bien la conception la mieux partagée par les participants de la septième Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne qui s'est réunie les 10 et 11 novembre à Paris. Une quinzaine de partis et de mouvements étaient présents : la LCR (France), La Gauche (Luxembourg), l'ODP (Turquie), le MPS (Suisse), le Bloc de gauche (Portugal), le Socialist Party (SP, Grande-Bretagne), l'Alliance Rouge et Verte (Danemark), le SP (Irlande), SolidaritéS (Suisse), Socialist Alliance (GB), SWP (Grande-Bretagne), les Amis de la gauche anticapitaliste (Allemagne), la Gauche unie et alternative (Catalogne), Zutik (Euskadi) et, avec le statut d'invités permanents, le DSP (Australie), Refondation communiste (Italie), Synapismos (Grèce) et, pour la première fois, le Parti communiste autrichien.

Un premier échange de vue a eu lieu sur la perspective de constituer, à terme, un « parti européen de la gauche anticapitaliste ». Au vu de traditions politiques très hétérogènes et du projet différent (essentiellement centré sur les anciens partis communistes) porté par Refondation communiste et Synapismos, il a été décidé que cette démarche ferait l'objet de nouveaux contacts spécifiques entre les organisations intéressées.

Un accord unanime s'est dégagé pour s'opposer au projet de Constitution européenne qui « consacre la primauté absolue du marché », « *interdit toute incursion dans la propriété privée* », encourage « *la privatisation systématique des services publics* », refuse de reconnaître « *le droit à l'autodétermination des peuples* » et « *l'égalité des droits pour les immigrés* ». Par son élaboration comme par son contenu, la Constitution confirme le caractère antidémocratique, « semi despotique » de l'Union européenne. Au-delà des configurations nationales fort diverses, les présents ont également émis le vœu que, dans chaque pays, les prochaines élections européennes soient l'occasion d'exprimer vigoureusement une alternative anticapitaliste, en résonance avec les mouvements sociaux.

Alors que les partis sociaux-démocrates portent l'écrasante responsabilité de n'avoir même pas essayé d'arrêter la véritable machine à broyer les acquis sociaux et démocratiques qu'est l'Europe libérale, chacun était bien conscient de l'enjeu de la période : la construction d'une nouvelle force anticapitaliste, à l'échelle européenne, fondée sur un projet social radical capable de changer la vie quotidienne de millions de personnes. Ce projet implique « *de défaire les politiques néolibérales et de rompre avec le capitalisme, de développer les services publics et de reconstruire des budgets gouvernementaux qui assurent enfin la redistribution des richesses au détriment du capital et au*

*profit du monde du travail ».*

Ces convergences, nombreuses et substantielles, font l'objet d'une déclaration commune, qui servira de support à l'intervention politique des différentes organisations lors des débats du FSE.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2039 du 13/11/2003.